

---

**COUR D'APPEL DE BRUXELLES 24 AVRIL 2009**


---

**SOCIETES****SPRL – Titres – Transfert – Faillite – Action en comblement de passif – Engagement des associés**

*En vertu de l'article 250 du Code des sociétés, les cessions ou transmissions n'ont d'effet vis-à-vis de la société et des tiers qu'à la date de leur inscription dans le registre des parts. Il en résulte que le cessionnaire de parts, lequel devient associé par le seul fait de la cession et doit dès lors assumer les obligations, est tenu de verser le solde qui est appelé après son acquisition et que le cédant, par dérogation générale au droit commun du transfert des droits et des obligations, n'est plus tenu de souscrire aux appels de fonds ultérieurs à l'inscription de la cession de parts au registre des associés, ni, en conséquence, des dettes de la société.*

**VENNOOTSCHAPPEN****BVBA – Effecten – Overdracht – Faillissement – Vordering tot vergoeding van het passief – Verplichting van de aandeelhouders**

*Op grond van artikel 250 van het Wetboek van Vennootschappen, gebeuren de overdrachten en overgangen ten aanzien van de vennootschap en van derden eerst vanaf de inschrijving in het register van aandelen. Hieruit volgt dat de overnemer van de aandelen, die naar aanleiding van de overname aandeelhouder is geworden en in dit kader zijn verplichtingen dient na te komen, gehouden zal zijn het opgevraagde saldo te betalen en dat de overdrager, in afwijking van het gemeen recht inzake overdracht van rechten en verplichtingen, niet langer gehouden is tot volstortingen die worden gevraagd na de inschrijving van de overdracht van zijn aandelen in het register van aandelen noch tot de schulden van de vennootschap.*

**S. Taspinar/J. Bayart**  
**Siég.: Y. Demanche (conseiller)**  
**Pl.: Me E. Piret et J. Bayart**

**I. La décision attaquée**

L'appel est dirigé contre le jugement prononcé le 11 juin 2008 par le tribunal de commerce de Bruxelles.

Les parties ne produisent pas d'acte de signification de ce jugement.

**II. La procédure devant la cour**

L'appel est formé par requête, déposée par M. Seydi Taspinar au greffe de la cour le 11 août 2008.

La cause a été fixée sur pied de l'article 747 § 2 du Code judiciaire, par ordonnance du 11 septembre 2008.

Il est fait application de l'article 24 de la loi du 15 juin 1935 sur l'emploi des langues en matière judiciaire.

**III. Les faits et antécédents de la procédure.**

1. Les faits ont été relatés adéquatement par le premier juge et la cour s'y réfère.

Il suffit de rappeler que MM. Mettin et Seydi Taspinar ont constitué, à parts égales, la SPRL L'Euro Car le 26 mai 1999, avec un capital souscrit de 19.000 EUR, libéré à concurrence de 6.197,34 EUR.

MM. Mettin et Taspinar vont céder, par différentes cessions, leurs parts et, *in fine*, M. Semsettin Bas va en devenir propriétaire, devenant également gérant.

Le 3 février 2003, le tribunal de commerce de Bruxelles prononce la faillite de la SPRL L'Euro Car et Me Bayart est désigné comme curateur.

Ce dernier va constater que le gérant a disparu, qu'aucune comptabilité ne peut être retrouvée et que le siège social de la SPRL est fictif.

2. Le 5 mai 2003, il cite MM. Taspinar et M. Bas devant le tribunal de commerce de Bruxelles, en comblement de capital et par jugement, par défaut, les défendeurs sont condamnés solidairement, *in solidum* ou l'un à défaut de l'autre, à lui payer, q.q., la somme de 12.802,66 EUR à majorer des intérêts judiciaires.

Ce jugement est signifié le 25 novembre 2003 et MM. Mettin et Taspinar font opposition le 24 décembre 2003. Leur opposition, formée dans le délai légal est donc recevable.

Ils demandent de voir le tribunal considérer la demande formée à leur égard comme non fondée.

3. Le tribunal de commerce de Bruxelles, par le jugement entrepris, prononcé le 11 juin 2008, décide que MM. Mettin et Taspinar ne sont plus tenus de la libération du solde du capital depuis la date de l'inscription de la cession de leurs parts dans le registre des associés, pour les dettes postérieures à cette cession. Il rouvre les débats pour fixer le montant des dettes sociales au jour de la cession.

4. Devant la cour, M. Seydi Taspinar, à titre principal, réitère la demande formée devant le premier juge, et à titre subsidiaire, demande à rapporter la preuve du fait suivant:

*Le 5 décembre 2002, lorsqu'[il] régla la somme de 12.802,66 EUR entre les mains de M. Semsettin Bas, qui agissait à cet égard en qualité de gérant de la SPRL L'Euro Car, il fut clairement précisé par eux que ce paiement avait lieu du chef de [la] libération du capital souscrit non encore libéré.*

A titre tout à fait subsidiaire, il demande à limiter sa condamnation compte tenu des moyens développés par lui et à [l']autoriser à s'acquitter de toutes condamnations moyennant les délais les plus larges possibles.

A titre infiniment subsidiaire, il demande que la condamnation portée contre lui soit de 50% de la somme de 12.030,76 EUR car il n'a souscrit que la moitié du capital qui serait considéré comme non libéré.

5. Me Bayart, q.q., forme appel incident à l'effet de voir condamner M. Seydi Taspinar au paiement du solde du capital non encore libéré de 12.802,67 EUR à augmenter des intérêts moratoires depuis la mise en demeure du 13 mars 2003. Subsidiairement, il postule sa condamnation au paiement des dettes existantes au jour de la cession, soit 12.030,76, EUR à augmenter des mêmes intérêts depuis la même date.

#### IV. Discussion

##### 1. La cession de parts et ses conséquences

6. Selon l'article 250 du Code des sociétés, les cessions ou transmissions n'ont d'effet vis-à-vis de la société et des tiers qu'à dater de leur inscription dans le registre des parts.

Il s'en déduit que le cessionnaire d'une part d'associé est redevable du capital non libéré et non encore appelé au moment de la cession.

Le cessionnaire de parts sociales d'une SPRL devient, en effet, par le seul fait de cette cession, associé et, en cette qualité, tenu d'assumer toutes les obligations qui en découlent tout comme il profite des droits qui lui sont reconnus. Il est ainsi tenu de verser le solde qui est appelé après son acquisition (Bruxelles 21 octobre 1999, *Rev.prat.soc.* 2000, p. 357).

7. En ce qui concerne le cédant, l'article 250 précité constitue une dérogation générale au droit commun du transfert des droits et des obligations, et non une simple dérogation à l'article 1690 du Code civil.

Il s'ensuit que, dès lors que la cession des parts est inscrite régulièrement au registre des associés, les appels de fonds ultérieurs à cette inscription ne peuvent plus être réclamés à l'associé cédant; ils doivent l'être au cessionnaire, qui en est seul tenu (*cf.* Bruxelles 29 novembre 2001, *JLMB* 2003,

liv. 29, p. 1253; Gand 29 octobre 2007, *TRV* 2008, liv. 2, 137).

Contrairement à l'opinion du premier juge, lorsque les statuts de la SPRL ne contiennent aucune condition d'approbation spéciale en ce qui concerne la cession de parts non libérées, il y a lieu de considérer que les actionnaires/fondateurs ont accepté d'avance les nouveaux propriétaires des parts comme débiteurs des montants restant à libérer. Dès que la cession peut être opposée à la société du fait de son inscription dans le registre des parts, les cédants ne sont plus tenus de libérer les parts en question (Gand 16 janvier 2006, *JDSC* 2008, p. 99).

8. Il résulte des pièces produites par les parties que les cessions ont été inscrites régulièrement dans le registre des parts.

Il n'est pas allégué que des conditions d'approbation de la cession auraient existé.

Dans ces conditions, M. Seydi Taspinar n'est plus tenu ni de la libération du capital non appelé, ni, en conséquence, des dettes au jour de la cession.

Son appel est donc fondé.

##### 2. Quant à la libération du capital, la compensation après faillite et la demande de termes et délais en application de l'article 1244 du Code civil

9. L'examen de ces demandes devient sans objet, compte tenu de ce qui précède.

##### 3. Indemnité de procédure

10. S'agissant d'une demande comprise entre 10.000,01 EUR et 20.000 EUR, le montant de base est de 1.100 EUR, à charge de Me Bayart, q.q. et ce pour chaque instance.

Pour ces motifs, la cour,

Dit les appels, principal et incident, recevables.

Dit l'appel principal fondé et l'appel incident non fondé.

En conséquence,

Met le jugement entrepris à néant, sauf en ce qu'il a déclaré l'opposition recevable.

Statuant à nouveau,

Dit la demande originaire, recevable, mais non fondée.

Condamne Me Bayart, q.q. aux frais de citation (214,40 EUR), de requête d'appel (186 EUR) et aux indemnités de procédure (2 x 1.100 EUR). Lui délaisse ses frais de citation originaire, non liquidés.

(...)

## Noot

**De volstortingsplicht na een tegenwerpelijke overdracht van niet-volgestorte aandelen in een BVBA: de verschillende visies in een notendop**Kristof Maresceau<sup>1</sup>

De vraag in welke mate overdragers van niet-volgestorte aandelen in een naderhand failliet verklaarde BVBA gehouden blijven tot het voldoen van vorderingen uitgaande van de curator tot volstorting van het kapitaal, blijft zowel in de rechtspraak als in de rechtsleer een onuitputtelijke bron van controverses. Oorzaak hiervan is de afwezigheid van een expliciete bepaling in het Wetboek van Vennootschappen die de invloed van een aandelenoverdracht op de volstortingsplicht in een BVBA regelt. In wezen kunnen drie verschillende strekkingen ontwaard worden die deze wettelijke lacune trachten op te vullen.

Overeenkomstig de meerderheidsvisie dient teruggegrepen te worden naar de regeling die de wetgever in artikel 507 W.Venn. voor de overdracht van niet-volgestorte aandelen in een NV heeft uitgewerkt<sup>2</sup>. Meer bepaald houdt de analogische toepassing van dit artikel op de situatie van een BVBA in dat de overdrager van niet-volgestorte aandelen enkel kan aangesproken worden voor het bedrag van de onbetaalde vennootschapsschulden die dateren van vóór de inschrijving van de aandelenoverdracht in het aandelenregister en dit uiteraard slechts ten belope van het niet-volgestorte deel. Het is deze strekking die de rechter in eerste aanleg duidelijk

aanhangt wanneer hij stelt dat overdragers “*ne sont plus tenus de la libération du solde du capital depuis la date de l’inscription de la cession de leurs parts dans le registre des associés, pour les dettes postérieures à cette cession*”<sup>3</sup>. Opgemerkt kan worden dat deze visie in toenemende mate onder druk komt te staan op grond van de motivering dat het Wetboek van Vennootschappen geen analogieredeneringen (meer) zou toelaten door voor elke vennootschapsvorm aparte regels voor te schrijven en nergens in een bepaling te voorzien dat de regelgeving van de ene vennootschapsvorm van overeenkomstige toepassing op de andere zou kunnen zijn<sup>4</sup>. Om die reden lijkt thans meer gewicht gegeven te worden aan de twee andere strekkingen die evenwel, omdat zij een diametraal tegengestelde positie innemen tegenover de vraag of de volstortingsplicht aandeel- dan wel persoonsgebonden is, hun soelaas zoeken in een andere rechtsgrond.

Indien men aanneemt dat de volstortingsplicht aan het aandeel kleeft, dan volgt uit een doelmatige lezing van artikel 250 W.Venn. dat niet alleen de overdracht van de aandelen, maar ook de overdracht van de daaraan verbonden schulden, aan de vennootschap en derden tegenwerpelijk worden gemaakt door de inschrijving ervan in het aandelenregister<sup>5</sup>.

<sup>1</sup> Assistent, Instituut Financieel Recht, UGent.

<sup>2</sup> Onder de auteurs die deze visie aanhangen, bevinden zich onder meer: H. MATTHYSEN, “Commentaar bij artikel 507 W.Venn.” in H. BRAECKMANS, K. GEENS en E. WYMEERSCH (eds.), *Vennootschappen en verenigingen. Artikelsgewijze commentaar met overzicht van rechtspraak en rechtsleer*, Antwerpen, Kluwer, losbl., 96; F. BOUCKAERT, “Van de aansprakelijkheid van de notaris die ten onrechte beweerde dat het kapitaal van een vennootschap volgestort was en van een curator die de volstorting eiste van aandelen, terwijl de inschrijvers die aandelen aan derden hadden overgedragen. *Status Quaestionis* omtrent de vraag wie voor de volstorting moet instaan”, *T.Not.* 2002, 633; T. DELVAUX, “Cessions de titres représentatifs du capital non libéré (SA, SPRL, SCRL): 1-0 pour le droit civil?” (noot onder Brussel 20 december 1999), *DAOR* 2001, 352; M. DALLE, “De volstortingsplicht na overdracht van niet-volgestorte aandelen in een naderhand gefailleerde BVBA” (noot onder Gent 10 november 1999), *TRV* 2000, 505; F. HELLEMANS, “Over de volstortingsplicht bij overdracht van niet-volgestorte aandelen in een BVBA” (noot onder Gent 11 maart 1998), *TRV* 1998, 168; M. WYCKAERT, *Kapitaal in NV en BVBA. Vermogen- en kapitaalvorming door inbreng. Rechten en plichten van vennoten*, Jan Ronse Instituut – K.U.Leuven, Reeks *Rechtspersonen en vennootschapsrecht*, nr. 7, Kalmthout, Biblo, 1995, 349; J. RONSE, *Algemeen deel van het vennootschapsrecht*, Leuven, Acco, 1975, 291; L. FRÉDÉRICQ, *Droit commercial belge*, V, Gent, Fechey, 1950, 918 en M. LOIR, *Traité & formulaire des sociétés de personnes à responsabilité limitée*, Brussel, Larcier, 1936, 231.

Voor enkele rechterlijke uitspraken in deze zin, wordt verwezen naar: Kh. Brugge 20 januari 2004 waarvan uittreksels opgenomen zijn in Gent 16 januari 2006, *TRV* 2007, 548 met noot K. MARESCEAU; Gent 6 oktober 2003, *TGR* 2004, 145; Gent 10 november 1999, *TRV* 2000, 500 met noot M. DALLE; Gent 11 maart 1998, *TRV* 1998, 163 met noot F. HELLEMANS en Kh. Dendermonde 24 januari 1995, *TRV* 2002, 537 met noot D. HERBOSCH.

<sup>3</sup> Zie de passage vermeld in rechtsoverweging 3 van het arrest.

<sup>4</sup> Voor rechtspraak die zich expliciet verzet tegen een analogische toepassing van art. 507 W.Venn. op de aandelenoverdracht in een BVBA, zie onder meer: Antwerpen 22 september 2005, *NJW* 2006, 651 met noot S.D.G.; Antwerpen 31 januari 2002, *TBH* 2002, 725 met noot B. VOGLET; Brussel 20 december 1999, *AJT* 2000-01, 101-102, *JDSC* 2001, afl. 7, 79 met noot B. VOGLET, *DAOR* 2001, 342 met een in die zin goedkeurende noot van T. DELVAUX en Antwerpen 11 mei 1998, *AJT* 2000-01, 97-99, *JDSC* 2001, afl. 7, 74 met noot B. VOGLET.

<sup>5</sup> Voor enkele rechterlijke uitspraken die deze visie ondersteunen, kan verwezen worden naar: Gent 29 oktober 2007, *TRV* 2008, 137; Gent 16 januari 2006, *TRV* 2007, 550 met kritische noot K. MARESCEAU; Hasselt 22 maart 2005, *TBH* 2006, 461 met noot M. COIPEL; Kh. Hoei 22 januari 2003, *Rev.prat.soc.* 2003, 328; Antwerpen 31 januari 2002, *TBH* 2002, 725 met noot B. VOGLET; Antwerpen 11 mei 1998, *AJT* 2000-01, 97-99, *JDSC* 2001, afl. 7, 74 met noot B. VOGLET en Kh. Brugge 11 januari 1996, *V&F* 1998, 281. Voor doctrinaire stellingen in dit verband, zie onder meer: M. COIPEL, *Les sociétés privées à responsabilité limitée*, Brussel, Larcier, 2008, 332 en B. VAN BRUYSTEGEM, “Commentaar bij artikel 250 W.Venn.” in H. BRAECKMANS, K. GEENS en E. WYMEERSCH (eds.), *Vennootschappen en verenigingen. Artikelsgewijze commentaar met overzicht van rechtspraak en rechtsleer*, Antwerpen, Kluwer, losbl., 138 (die evenwel een tussenpositie lijkt in te nemen doordat hij zijn visie naar eigen zeggen op het gemeen recht stoelt maar daarbij wel poneert dat de inschrijving van de aandelenoverdracht in het aandelenregister altijd – en dus ook wanneer zij zonder toestemming van de vennoten geschiedde – als een toestemming van de vennootschap tot schuldoverdracht moet beschouwd worden).

Als centraal argument voor de verbondenheid van de volstortingsplicht met het aandeel grijpt deze tweede visie terug naar een passage uit de cassatierechtspraak omtrent artikel 507 W.Venn. Hierin wordt met name geponereerd dat bij gebrek aan andersluidende statutaire bepalingen de aandeelhouders/oprichters de nieuwe eigenaars van de aandelen anticipatief hebben aanvaard als schuldenaars voor de nog te volstorten bedragen<sup>6</sup>. Luidens deze visie, die in het bovenstaande arrest wordt gevolgd, zal de overdrager derhalve van zijn volstortingsplicht bevrijd zijn van zodra de aandelenoverdracht op regelmatige wijze in het aandelenregister is ingeschreven en er geen sprake is van bijzondere begeleidende omstandigheden.

De derde strekking aanvaardt dit argument voor de verbondenheid van de volstortingsschuld met het aandeel echter niet. Volgens deze strekking kan uit artikel 250 W.Venn. niets afgeleid worden over de invloed van de aandelenover-

dracht op de volstortingsplicht. Bij gebrek aan een afwijkende wettelijke regeling inzake schuldoverdracht wordt dan ook gepleit om terug te grijpen naar het gemeen recht op grond waarvan de overdrager van niet-volgestorte aandelen enkel van zijn volstortingsplicht bevrijd zal zijn wanneer hij hiervan uitdrukkelijk door de vennootschap wordt ontslagen<sup>7</sup>. Enkel in dat geval ontstaat er immers schuldvernieuwing door vervanging van de schuldenaar waarbij de volstortingsschuld van de overdragende aandeelhouder teniet gaat<sup>8</sup>.

Hoewel zonder tussenkomst van de wetgever of het Hof van Cassatie wellicht discussie zal blijven bestaan omtrent de gehoudenheid van de overdrager tot volstorting van de overgedragen aandelen, lijkt in de gepubliceerde rechtspraak van de laatste vijf jaar de tweede visie momenteel de bovenhand te halen. Of deze tendens aan te bevelen valt, wordt hier in het midden gelaten.

<sup>6</sup> Zie Cass. 21 januari 1892, *Pas.* 1892, p. 92 en Cass. 31 januari 1889, *Pas.* 1889, p. 101.

<sup>7</sup> Voor enkele auteurs die de gemeenrechtelijke visie aanhangen, zie: K. MARESCEAU, "De invloed van de aandelenoverdracht op de volstortingsplicht: een omstreden problematiek voor de BVBA", *TRV* 2007, 557; S.D.G., noot onder Antwerpen 22 september 2005, *NJW* 2006, 651; M. COIPEL, *Les sociétés de personnes à responsabilité limitée*, Brussel, Larcier, 1997, 231 en J. VAN RYN, *Principes de droit commercial*, II, Brussel, Bruylant, 1957, 26.

In de rechtspraak kunnen onder meer de volgende uitspraken vermeld worden: Antwerpen 22 september 2005, *NJW* 2006, 651 met noot S.D.G.; Luik 24 juni 2003, *DAOR* 2004/70, 73 en Brussel 20 december 1999, *AJT* 2000-01, 101-102, *JDSC* 2001, afl. 7, 79 met noot B. VOGLET, *DAOR* 2001, 342 met noot T. DELVAUX.

<sup>8</sup> Zie art. 1271, tweede lid BW *juncto* art. 1234 BW.